



## Les relations entre le Canada et la Chine se détériorent après l'enlèvement d'un dirigeant de Huawei par Ottawa

Par [Roger Jordan](#)

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

[wsws.org](#) 10 décembre 2018

Les relations entre le Canada et la Chine se sont considérablement détériorées au cours des cinq jours qui se sont écoulés depuis la révélation publique que les autorités canadiennes ont arrêté et emprisonné Meng Wanzhou, dirigeante de Huawei.

Meng, la directrice financière du géant de la technologie et fille du fondateur de Huawei, Ren Zhengfei, a été arrêtée le 1er décembre à l'aéroport de Vancouver par la police canadienne, agissant à la demande du gouvernement américain, qui veut la poursuivre pour de fausses accusations de fraude.

Effectuée le jour même où le président américain Donald Trump s'entretenait avec le président chinois Xi Jinping en marge du sommet du G-20 pour négocier une «trêve» dans la guerre tarifaire entre les États-Unis et la Chine, l'arrestation de Meng était une provocation politique délibérée. Le conseiller américain pour la sécurité nationale John Bolton et le premier ministre canadien Justin Trudeau ont reconnu qu'ils étaient au courant de l'arrestation imminente plusieurs jours à l'avance, soulignant que l'enlèvement de Meng était une opération discutée aux plus hauts niveaux de l'État, tant à Ottawa qu'à Washington.

Meng est recherchée aux États-Unis pour deux chefs d'accusation de fraude liés à la prétendue violation par Huawei des sanctions américaines contre l'Iran. Si elle est reconnue coupable, elle risque jusqu'à 60 ans de prison, 30 ans pour chaque accusation.

En réalité, Washington vise Meng et Huawei parce que les États-Unis sont déterminés à bloquer les efforts de leur rival chinois pour s'assurer une position de leader sur les marchés technologiques mondiaux. Deuxième fabricant mondial de téléphones cellulaires et acteur clé dans la production d'équipements pour réseaux de télécommunications, Huawei a acquis une place prépondérante dans de nombreux pays et est maintenant la plus grande entreprise privée en Chine.

La demande de Washington pour que le Canada arrête Meng fait également partie d'une campagne plus large, unissant les démocrates et les républicains de haut rang, pour convaincre Ottawa d'empêcher le géant chinois de la technologie de jouer un rôle dans le développement du réseau de télécommunications 5G du pays. Washington a notamment menacé de réduire considérablement l'échange de renseignements avec le Canada, notamment par l'entremise du Five Eyes Network, dirigé par l'Agence de sécurité nationale

des États-Unis, si Ottawa continuait à permettre à Huawei de jouer un rôle de premier plan.

Les menaces de Washington ont été appuyées par de puissantes sections de l'appareil du renseignement militaire du Canada, qui ont depuis longtemps mis en garde contre la prétendue menace de Pékin pour la «sécurité nationale» du Canada.

Immédiatement après que la nouvelle de l'arrestation eut été rendue publique mercredi, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères l'a dénoncée comme une «grave violation» des droits de la personne de Meng. Pékin a intensifié ses menaces samedi en convoquant l'ambassadeur canadien John McCallum et en émettant une déclaration dans laquelle il a juré de «graves conséquences» si Meng n'était pas libérée immédiatement.

Il s'agissait d'une réponse directe à la vendetta continue du gouvernement canadien contre Meng. Ottawa fait pression pour l'extradition de Meng vers les États-Unis et, à la demande expresse du procureur général fédéral, la Couronne a tenté d'empêcher la personne de 46 ans d'obtenir une mise en liberté sous caution, pendant les auditions sur la procédure d'extradition. Lors d'une enquête sur le cautionnement à Vancouver vendredi dernier, le procureur de la Couronne John Gibb-Carsley a plaidé en faveur du maintien en détention de Meng, qui a été détenue alors qu'elle se rendait de Hong Kong au Mexique, au motif qu'elle présentait un «risque de fuite».

Révélant à quel point les autorités canadiennes et américaines ont surveillé Meng de près, Gibb-Carsley a cherché à légitimer sa thèse selon laquelle l'exécutif Huawei est un «risque de fuite» en soulignant qu'elle a évité de voyager aux États-Unis depuis quelques mois.

Le fait que le Canada soit prêt à faire le sale boulot de Washington en arrêtant Meng souligne que, face à l'aggravation rapide de la crise capitaliste mondiale et à l'intensification des rivalités entre les grandes puissances, le gouvernement Trudeau se range sans réserve derrière l'impérialisme américain. La bourgeoisie canadienne, qui s'appuie sur son partenariat stratégique étroit avec les États-Unis pour poursuivre ses propres ambitions prédatrices dans le monde entier depuis la Seconde Guerre mondiale, est profondément impliquée dans toutes les offensives économiques, diplomatiques et militaires de Washington. Il s'agit notamment de la guerre d'agression menée par les États-Unis en Syrie et en Irak pour consolider le contrôle de Washington sur le Moyen-Orient riche en énergie et stratégiquement crucial; de l'accumulation de forces militaires EU-OTAN en Europe orientale et dans les pays baltes contre la Russie; et de la campagne américaine pour encercler et isoler stratégiquement la Chine.

Plus tôt cet automne, le gouvernement Trudeau a accepté de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain qui a consolidé davantage le continent en un bloc commercial protectionniste dirigé par les États-Unis. L'inclusion dans l'accord d'une disposition interdisant à tout signataire de conclure un accord de libre-échange avec Pékin sans l'approbation préalable de Washington a souligné le fait que cet accord vise avant tout la Chine.

La détermination du gouvernement Trudeau à lier de plus en plus étroitement le sort de l'impérialisme canadien aux États-Unis dans les conflits économiques, géopolitiques et militaires à venir bénéficie d'un large appui dans les cercles dirigeants. Cependant, les divisions s'accroissent quant à l'attitude à adopter à l'égard de la Chine. Dans un contexte de ralentissement de la croissance économique et de montée du protectionnisme, une section de la bourgeoisie exhorte Ottawa à conclure un accord de libre-échange avec Beijing

afin d'ouvrir de nouvelles sources de profits aux grandes entreprises.

Les représentants de cette faction se sont dits préoccupés et frustrés par l'arrestation de Meng, qu'ils considèrent comme préjudiciable aux perspectives d'expansion des relations économiques sino-canadiennes. Comme l'a fait remarquer à CTV John Manley, ancien ministre libéral des Finances et président du Conseil canadien des chefs d'entreprise récemment à la retraite, «Nous devons avoir notre propre politique pour la Chine dictée par notre propre intérêt national et, malheureusement, nous nous sommes retrouvés dans une situation où cette politique est très influencée par certains tenants de la ligne dure à Washington.»

L'irritation de Manley est motivée par des intérêts financiers et économiques importants. Selon les médias, Telus et Bell Canada pourraient faire face à des coûts d'affaires additionnels pouvant atteindre 1 milliard \$ chacun si le Canada suivait l'exemple des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et interdisait à Huawei l'accès aux nouveaux réseaux de télécommunications. Telus, BCI et Rogers ont toutes investi de façon importante dans l'équipement de Huawei.

Plus fondamentalement, la section de l'élite dirigeante au nom de laquelle Manley parle considère la situation actuelle dans laquelle le Canada expédie environ les trois quarts de ses exportations vers les États-Unis comme intenable. En proie au protectionnisme économique de Trump, y compris l'imposition de droits de douane élevés sur les importations canadiennes d'acier et d'aluminium et la renégociation de l'ALENA, cette faction considère que la diversification des partenaires commerciaux du Canada est essentielle pour promouvoir ses intérêts impérialistes.

Le fait que l'arrestation de Meng compliquera davantage ces efforts a déjà été démontré par la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de retirer la Chine du calendrier d'une mission commerciale en Asie.

L'audience sur le cautionnement de Meng, qui a été ajournée après six heures d'arguments juridiques vendredi, devait reprendre lundi. Le juge qui préside peut rendre une décision ou demander un délai supplémentaire pour examiner l'affaire.

Quelle que soit l'issue des poursuites judiciaires, les événements de la semaine dernière confirment une fois de plus que la bourgeoisie canadienne est complice volontaire de la volonté insouciante et criminelle de l'impérialisme américain de maintenir et de consolider sa prédominance mondiale, notamment par des actions toujours plus provocatrices contre la Chine et la Russie, deux puissances nucléaires.

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWWS, le 10 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Roger Jordan](http://Roger Jordan), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)